



La Commune



Le Prestige sombre, la monarchie dérive

la monarchie dérive | Etat espagnol

La marée noire, déclenchée au large de la Galice par le naufrage du "Prestige", emporte un nouveau pan de l'économie espagnole, après les mines, la sidérurgie ou les chantiers navals, sacrifiés alors, tout comme aujourd'hui la pêche sur l'autel de Maastricht, aura au moins eu le mérite de remettre les pendules à l'heure quant aux vertus miraculeuses de la politique d'application stricte des directives de la Commission européenne suivie par le gouvernement Aznar. Elle aura mis en outre à nu l'état de délabrement du régime issu des Pactes de la Moncloa.

Après avoir tenté de nier des semaines durant l'ampleur du désastre (50 000 tonnes de fuel seraient encore dans les soutes du navire), qualifié de l'avis même du ministre qui donna la consigne d'éloigner le bateau, comme "le Tchernobyl espagnol" afin de recevoir l'aide des Fonds européens, le gouvernement voit s'ouvrir une voie d'eau dans une des autonomies qu'il contrôlait pourtant le mieux, par le biais d'un vaste réseau de caciques, sous la houlette de son président régional, Fraga, un vieux ministre de Franco et le fondateur du PP.

Rien ne va plus pour ce PP encensé jusqu'à la nausée par les gouvernements européens et quelques jours avant le naufrage par le congrès de fondation de l'UMP de Chirac. C'est maintenant toute la population de la côte atlantique européenne et notamment les pêcheurs qui apprécient. L'éloignement du Prestige n'a fait qu'amplifier la catastrophe sur des milliers de kilomètres, ce qui aurait été évité par une plus rapide intervention. Le capitaine de l'Alcion, qui tente de récupérer le fuel, met en exergue " le manque de direction et de coordination dans les opérations " et le fait " qu'il n'y avait pas de trace de bateaux espagnols opérant aux côtés des belges, allemands, hollandais, britanniques ou français ". L'expérience existe largement pourtant en matière de naufrages de ce type, le troisième en dix ans.

C'est donc, au-delà de la responsabilité ou plutôt de l'irresponsabilité du gouvernement espagnol, la CEE qui est dans le collimateur puisque c'est elle qui autorise la navigation de bateaux-poubelles le long des côtes européennes et qui pratique le credo du "laisser-faire, laisser aller" même si elle vient de décréter, à la hâte et pour la forme, quelques restrictions à ce trafic.

Montée de colère des galiciens


Aznar, n'osant même pas se montrer en Galice, essaye de faire face à une subite montée de colère des populations affectées qui ne se contentent plus des explications confuses, des accusations diverses (contre le capitaine du bateau notamment, emprisonné au mépris de toutes les lois en vigueur, depuis un mois) et des atermoiements en tous genres. Elles ont manifesté par centaines de milliers.

Dépassé par les événements le gouvernement, à la dérive, ne peut donc plus nier l'ampleur du désastre et doit recourir à l'armée pour parer au plus pressé, après avoir espéré que les ONG calmeraient la population avec l'envoi de bénévoles chargés d'étouffer cette nauséabonde affaire qui met à pied des dizaines de milliers de travailleurs, cela juste au moment où sont promulguées les nouvelles directives de la Commission de Bruxelles, réduisant de 40% la pêche.

Que fait donc la loyale opposition monarchique ?

Au PSOE qui lui reproche son abandon des responsabilités, Aznar répond avec dédain et ce d'autant plus facilement que le parti socialiste est solidaire de la politique du gouvernement sur toutes les mesures essentielles prises par celui-ci, qu'il s'agisse de la politique anti-terroriste ou de celle de la pêche, concoctée à Bruxelles où siègent côte à côte au sein de la Commission européenne, des députés du PP et du PSOE, mendiant sans retenue les Fonds européens nécessaires à la survie de la monarchie.

Comme corollaire on voit maintenant le PP, fort de son impunité, continuer son offensive avec le nouveau code pénal qui prévoit des peines de 40 ans pour délit de terrorisme, et le PSOE de lui emboîter le pas par la surenchère, l'assurant de son appui s'il récompense les mouchards. IU, pour sa part, exige le respect de la Constitution monarchique qui permet tous les arbitrages.

Mais toutes les tentatives faites par ces coryphées n'empêcheront pas la monarchie espagnole de sombrer, menaçant d'emporter dans son sillage l'U.E. qui la soutient si ardemment, quitte à la traîner tel un boulet .

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »